

[🏠](#) lematin.ma > nation

Événement

La 3e édition de l'Université des jeunes pour le développement à Safi

Publié le : 08.02.2010 | 17h18

▼ Publicité

La troisième édition de l'Université des jeunes pour le développement aura lieu du 26 au 28 février à Safi sous le thème «Quels espaces et mécanismes pour institutionnaliser la participation des jeunes à la vie publique locale».

Cette rencontre regroupera notamment de jeunes élus et des acteurs associatifs qui se pencheront sur les modalités d'institutionnalisation de la participation des jeunes dans la chose locale, indique lundi un communiqué des organisateurs. Cette édition sera introduite par une conférence qui, à travers des témoignages, tentera de faire le bilan du scrutin communal de 2009 et de l'implication des jeunes dans la chose locale.

Les travaux se dérouleront ensuite en ateliers sur «Les jeunes et la charte communale» et «La place et le rôle des jeunes dans la mise en place de plans de développement communaux».

Une table ronde devra débattre aussi de la démocratie participative et de l'implication des jeunes. Expliquant le choix du sujet de cette édition, les organisateurs partent du constat qu'en 2009, la vie politique marocaine a été marquée par l'organisation des élections communales avec un taux de participation de 52,4% avec 7.005.050 votants. Ces élections communales ont permis l'élection de 3.406 femmes sur un total de 20.458 candidates, contre 127 en 2003, rappellent-ils.

Par rapport aux jeunes, ce scrutin a été marqué aussi par une hausse de 18% du taux des sièges occupés par des jeunes de moins de 35 ans contre 16% en 2003, notent-ils, indiquant que 51% de ces élus ont un niveau d'instruction secondaire ou supérieur contre 46 % en 2003.

Ils relèvent, toutefois, que malgré la volonté politique d'impliquer les jeunes dans la chose locale, les résultats relevés lors du scrutin de 2009 montrent que la situation nationale de la jeunesse reste caractérisée par des disparités extrêmes en termes d'accès aux ressources économiques, technologiques, sociales et culturelles.

Les politiques publiques menées au niveau local ne prennent pas non plus en compte les aspirations et les besoins de la jeunesse, précise la même source.

Selon les organisateurs, cette situation nécessite de créer des espaces de réflexions et de concertations sur l'évaluation de la participation des jeunes à la prise de décisions, afin de faire un état des lieux sur les acquis de la société civile en matière de plaidoyer en faveur de l'accompagnement de la jeunesse marocaine.

Par MAP